



Édition de septembre 1944 adoptée le 15 mars 1944 à l'unanimité des membres du CNR. La première édition clandestine est titrée "Les Jours Heureux"



EDITO

Le programme du CNR donne à la France la couleur de la dignité.

Le Globe Rouge

COMMISSION SANTE — PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
NUMERO SPECIAL CNR - NOVEMBRE 2007
sante@pcf.fr - 01 40 40 12 78

« A développement économique de qualité, statut social à la hauteur des besoins des hommes » « En finir enfin avec la souffrance, l'humiliation et les angoisses du lendemain ». Ces deux citations, l'une de Marcel Paul, ministre communiste de la production industrielle, l'autre d'Ambroise Croizat, ministre du travail, pourraient s'inscrire au fronton des charpentes du grand programme d'inventions sociales qui voit le jour à la Libération. Né au cœur des aspirations de « l'armée des ombres », au fil des maquis et des espérances de résistance, le programme du CNR donne à la France la couleur de la dignité. « Il s'agit alors, comme le dit encore Marcel Paul et les ministres communistes de l'époque de mettre l'homme au centre des espoirs et des rêves et de redonner au peuple la force de bâtir une nation à l'ambition de ses mains et de ses songes ». Et le programme décline une fantastique série de conquêtes qui offrent au pays l'identité sociale forgée au sang des résistances. Celles de Guy Môquet et de tant d'autres. La sécurité sociale tout d'abord. Pierre angulaire du nouveau dispositif, « la tranquillité sociale, disait Croizat permettra aux hommes et femmes d'envisager l'avenir en santé, débarrassés de toutes les peurs et les craintes du futur ». « Avant la sécurité sociale, se rappelle un témoin de l'époque, nous vivions dans la terreur de la maladie. Nous nous laissions emporter ou affaiblir par la souffrance, n'ayant aucun centime pour y faire face. L'intervention chirurgicale était une vraie terreur. Je me souviens qu'un paysan près de chez moi, avait été contraint de vendre la moitié de son cheptel pour faire opérer son enfant ». Sociale, démocratique, la « sécu » devenait l'affaire des gens. « Jamais nous en garantirons l'accès à la santé pour tous si l'institution sécurité sociale n'est pas gérée par les intéressés eux-mêmes ». Ce nouveau slogan va irriguer l'ambition des anonymes bâtisseurs de caisses, organisant le nouveau système de protection sociale sur leur temps de congé, bénévolement souvent. Les nationalisations offrent en parallèle la capacité du pays à se relever de ses ruines. Parce que c'est cette France ruinée qui invente une identité sociale enviée au cœur du monde moderne. Le choix est fait de mettre l'avenir au centre de tous les projets. Naît

aussi l'idée de retraite. « Cette aspiration au bonheur » disait Croizat « qui fait de la vieillesse non plus l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie ». Et les inventions s'enchaînent : statut de la fonction publique, prévention dans les usines, créations des comités d'entreprises, du CNRS. Ce sont précisément ces lieux de solidarités, ces remparts au rejet et à l'exclusion que le patronat, par le discours du Medef, veut aujourd'hui casser, défaire, détricoter, pour ouvrir le chemin au privé. Revenir aux années d'indignité, faire de la sécurité sociale une coquille vide pour la livrer aux appétits des assurances, celles que les bâtisseurs de la Libération dépossédaient afin d'envisager un avenir solidaire.

Mais ces attaques ne sont pas nouvelles. Elles hantent l'Assemblée nationale, la presse de droite ou patronale dès 1946. « Marcel Paul ruine la France », écrit « l'Intransigeant » de l'époque. « Croizat dépossède nos banques », crie l'Oeuvre. Ces pressions font écho à toutes celles qui longent le combat du mouvement ouvrier. Rappelons nous ce patronat de années 1880 qui s'insurge contre l'interdiction du travail de nuit aux enfants ou celui qui hurle contre le passage de la journée de 14 heures à 10 heures : « Cette mesure va ruiner notre économie ! » disait alors le Comité des Forges. Nous reviennent les mots de Daladier tonnante contre la semaine de quarante heures baptisée pour l'occasion « loi de paresse et de trahison nationale ». Ces cris de patrons effrayés par l'envahissement en 1936 des plages par les « congés payés », « ces salopards en casquettes qui viennent s'étaler sur notre sable ! ».

Plus que jamais ces attaques, qu'elles viennent du patronat collaborateur d'hier ou de celui « détricoteur d'acquis » d'aujourd'hui requièrent nos mobilisations. Au nom d'un peuple qui n'aspire qu'à la dignité, fidèle aux grands mots d'ordre du CNR, celui que Croizat rappelait quelques temps avant sa mort, à l'Assemblée nationale : « Jamais nous ne tolérerons que ne soit rogné un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès ».

Michel ETIEVENT

« LES MASQUES TOMBENT OU LA DROITE DECOMPLEXÉE » ADIEU 1945, RACCROCHONS NOTRE PAYS AU MONDE !

Denis Kessler a été vice-président du MEDEF, est actuellement président du groupe Scor. Diplômé de HEC, il a commencé une carrière d'universitaire en économie. En collaboration avec Dominique Strauss, il a écrit "L'épargne et la retraite", Economica, 1982. Il symbolise l'accroissement du poids des assurances et de la finance dans l'organisation patronale

Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

A l'époque se forge un pacte politique entre les gaullistes et les communistes. Ce programme est un compromis qui a permis aux premiers que la France ne devienne pas une démocratie populaire, et aux seconds d'obtenir des avancées - toujours qualifiées d'« historiques » - et de cristalliser dans des codes ou des statuts des positions politiques acquises.

Ce compromis, forgé à une période très chaude et particulière de notre histoire contemporaine (où les chars russes étaient à deux étapes du Tour de France, comme aurait dit le Général), se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc.

Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Elle a même été renforcée en 1981, à contresens de l'histoire, par le programme commun. Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales. Elle se traduit par un décrochage de notre nation par rapport à pratiquement tous ses partenaires.

Le problème de notre pays est qu'il sanctifie ses institutions, qu'il leur donne une vocation éternelle, qu'il les « tabouise » en quelque sorte. Si bien que lorsqu'elles existent, quiconque essaie de les réformer apparaît comme animé d'une intention diabolique. Et nombreux sont ceux qui s'érigent en gardien des temples sacrés, qui en tirent leur légitimité et leur position économique, sociale et politique. Et ceux qui s'attaquent à ces institutions d'après guerre apparaissent sacrilèges.

Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce.

Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du monde gaulliste soit tranché, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux. Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse.

par Denis Kessler

“Challenge” - 4 octobre 2007

Des " jours heureux du CNR ", " au meilleur des mondes " de Georges Orwell !

« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde », « Défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance »

Briser les rêves du Conseil national de la Résistance et les grandes inventions sociales de la Libération. La sécurité sociale, bien sûr, dont Ambroise Croizat dessine les premières moutures dès la fin 1943. " En finir avec la souffrance et l'angoisse du lendemain ", disait-il à La Tribune le 14 mars 1944.

Reste à bâtir l'idée. Le chantier commence en novembre 1945 quand il entre au ministère du Travail. 138 caisses de Sécurité sociale édifiées en deux ans par des anonymes d'usine après leur travail ou sur leurs congés payés, " pour en terminer, selon les mots du ministre, avec l'indignité des vies dans l'angoisse de l'accident, de la maladie, ou des souffrances de l'enfance ".

Kessler ne fait que dire ce que la patronne du Medef, Laurence Parisot, répète à longueur d'interventions.

Et si l'on regarde tant soit peu le programme que Sarkozy met en place, c'est très exactement le programme du medef.

Denis Kessler ose donc indiquer franchement l'enjeu suprême de la présidence de Sarkozy pour le nouveau capitalisme financier, en guerre contre tout le monde du travail, un vaste projet politique universel, décidé à aligner toutes les conditions sociales de chaque pays sur le modèle concurrentiel le plus défavorable aux salariés - assisté par un totalitarisme policier, des travaux forcés, une vidéo surveillance tout azimut et le **Meilleur des mondes** de Georges Orwell, le fantasme de l'assureur devient possible. Car ce personnage milite aussi ardemment, en faveur de l'accès des compagnies d'assurance aux dossiers médicaux des citoyens, des malades, c'est-à-dire **pour la fin (ou la suppression)** du secret médical !

Denis Kessler est devenu président-directeur général de SCOR, une des grandes compagnies de réassurance mondiale après sa vice-présidence du MEDEF. Jamais encore, on n'avait osé révéler la pensée cachée du capitalisme en France avec autant de cynisme.

Déjà, un éditorialiste des « Echos » écrivait le 5 décembre 2006, que le dernier verrou contre la privatisation de GDF était la Résistance et la

Constitution de 1946.

Patrick Le Lay, avait déjà fait fort : « La logique de TF1 est une logique de puissance. » « Notre boulot, c'est de vendre à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible »

Pendant que Denis Kessler et ses consorts travaillent méthodiquement au triomphe du management de la planète, genre le retour du féodalisme, leur actuel serviteur à l'Élysée tente de masquer le bradage définitif de l'esprit de la résistance en instrumentalisant la mémoire de Guy Moquet ou en jouant le provocateur devant les cheminots !

Tous ces « Versaillais » omettent de rappeler que c'est avec l'Allemagne Nazie que la grande majorité des industriels français ont collaboré !

Mais qu'est ce qui permet à tous ces serviteurs zélés, de parler ainsi sans honte.

C'est Kessler qui le dévoile :

« Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du Parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce ».

Le mur, pas question de le reconstruire, ni de nous laisser enfermer dans le camp des "traditionalistes" en utilisant le concile. Par contre, l'esprit de résistance, de solidarité, une sécurité sociale universelle avec un financement juste, solidaire "chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins", nous allons le promouvoir !

En 1800, l'espérance de vie à la naissance était en France de 30 ans. En 1900 encore, elle ne dépassait pas 50 ans.

Des inégalités sociales inacceptables demeurent encore aujourd'hui, ensemble, nous allons nous réapproprié, améliorer, continuer, l'histoire d'un monde de progrès !

Michel Katchadourian

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES JOURS HEUREUX PAR LE C.N.R.

Titre de la première édition clandestine parue le 24 mars 1944

PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)

Deuxième édition: programme adopté dans la clandestinité, le 15 mars 1944, par l'ensemble des
*"représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis ou
tendances politiques groupés au sein du C.N.R."*, dont le premier Président fut Jean Moulin.

programme du Conseil National de la Résistance CNR

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Cette mission de combat ne doit pas prendre fin à la Libération. Ce n'est, en effet, qu'en regroupant toutes ses forces autour des aspirations quasi unanimes de la Nation, que la France retrouvera son équilibre moral et social et redonnera au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité.

Aussi les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR, délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

s re

II. Mesures à appliquer dès la Libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

- 1) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;
- 2) Afin de veiller au châtement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;
- 3) Afin d'exiger la confiscation des biens des

traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;

4) Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des

coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;

- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

- la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;

- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et

coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation.

Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du CFLN et de son président le général de Gaulle !

En avant pour le combat, en avant pour la victoire afin que VIVE LA FRANCE !



Lucie Aubrac - L'appel des résistants

Par Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey."

L'appel des résistants

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et transmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle. Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte.

Nous appelons, en conscience, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques, au sens vrai du terme, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais.

* Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : Sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des « féodalités économiques », droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc. Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période à laquelle l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

* Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau « programme de la Résistance » pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.

* Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du Conseil national de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à ceux et celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection : « Créer c'est résister. Résister c'est créer. »

8 Mars 2004